



# CYCLE « ALLÔ, DOCTEUR-E ? » NOUVELLES THÈSES FÉMINISTES

L'Université des Femmes propose à des docteur-e-s récemment diplômé-e-s de présenter leur thèse défendue dans le champ des études femmes/genre/féministes. En offrant à de jeunes scientifiques un accompagnement à leurs premières communications publiques, elle ouvre au tout public un espace de partage de savoirs neufs dans une ambiance conviviale. Ce cycle permet à l'association de répondre à sa vocation de générer des synergies entre les mondes académique et associatif.



## DES OUVRIÈRES EN LUTTE

### MONDES POPULAIRES ET GENRE DU SYNDICALISME DANS UN SECTEUR D'EMPLOI « FÉMININ », LE CAS DE L'USINE CHANTELLE À NANTES (1966-2005)

Ève MEURET-CAMPFORT, Chercheure post-doctorante en sociologie, Université de Nantes

#### DEUXIÈME PARTIE

##### LE RAPPORT DES OUVRIÈRES AU FÉMINISME

Une deuxième thématique qui émerge, est le rapport que les ouvrières entretiennent avec le féminisme et le syndicalisme. J'ai approfondi cette thématique avec une collègue et amie historienne, Fanny Gallot, qui a également soutenu sa thèse il y a quelques années<sup>9</sup>.

Suivant l'invitation de Sylvie Chaperon à faire une analyse des usages du mot « féministe<sup>10</sup> » plutôt que d'en chercher une définition a priori, nous ne pouvons que constater que ce mot sert toujours à désigner les « autres. » On retrouve, dans la façon dont les ouvrières de Chantelle l'évoquent, l'image d'un féminisme bourgeois éloigné des préoccupations « matérielles » liées au travail, aux salaires, à la vie à l'usine, etc. Évoquant la présence de militantes féministes lors de la lutte contre la fermeture, Armelle Hérault, mécanicienne chez Chantelle de 1971 à 1994, raconte qu'elle se demandait alors : « Mais qu'est-ce qu'elles viennent faire là elles ? », puis ironise sur le

fait que « C'était pour les femmes » en y opposant l'idée qu'elle et ses collègues luttaien pour leur travail<sup>11</sup>. De même, à la question de savoir ce qu'elle pense du fait de qualifier les luttes des Chantelle de féministes, Madeleine Petit, mécanicienne chez Chantelle de 1970 à 1994, répond : « Je trouve ça grotesque parce que tout le monde était là pour gagner sa croûte, pas pour dire autre chose<sup>12</sup>. » Qu'elles soient militantes syndicales ou non-syndiquées, les ouvrières de Chantelle ne se reconnaissent pas dans l'épithète féministe. Alors même que les militantes féministes qui viennent à leur rencontre cherchent spécifiquement à s'adresser aux ouvrières, ces dernières ne sont pas en position de percevoir les nuances internes aux mouvements féministes. Si le féminisme des militantes nantaises de FTL (Femmes travailleurs en lutte) prend en compte les spécificités de la condition ouvrière, par exemple en rejetant les critiques radicales de la famille d'autres militantes féministes, considérant que « c'est souvent le dernier refuge face à tous les autres problèmes qui se posent aux femmes de la classe ouvrière<sup>13</sup> », elles ne parviennent pas à échapper au jugement que les ouvrières portent en général sur « le » féminisme, perçu principalement comme « bourgeois » et « anti-hommes ».

Les représentantes syndicales de la CGT et de la CFDT chez Chantelle ont toutes tendance à considérer le féminisme comme une cause radicale, trop radicale à leurs yeux. Annie Guyomarc'h, ouvrière à la coupe chez Chantelle de 1968 à 2005, et déléguée syndicale CGT chez Chantelle de 1972 à 2005 en plus d'autres mandats, dit être d'« accord » sur le fait de « faire évoluer les choses » mais elle considère que le féminisme, c'est « extrême. » À l'inverse des ouvrières citées plus haut, Annie Guyomarc'h, qui a endossé des responsabilités dans l'UD CGT de Loire-Atlantique et la fédération Textile Habillement Cuir de la CGT, et reste considérée aujourd'hui comme la représentante des ouvrières de Chantelle, se reconnaît dans certaines revendications féministes qui sont devenues aujourd'hui plus légitimes, notamment au sein du mouvement syndical. Tout du moins, se sent-elle tenue, en situation d'entretien, de justifier sa méfiance à l'égard de ces revendications, tout en continuant à garder le qualificatif « féministe » à distance :

Annie Guyomarc'h : « Ça ne m'a jamais vraiment très branché ça moi le féminisme, je sais pas ce que je suis moi [...] Féminisme ça veut dire que c'est les femmes qui doivent être l'égal de l'homme hein ? [...] On s'est battues pour que les femmes soient aussi bien

payées que les hommes, ça ce n'est pas une question de féminisme, c'est une question de reconnaissance des compétences des femmes, elles sont aussi compétentes que les hommes. Après si se dire féministe ça veut dire que tu es aussi capable que les hommes de faire des choses que tu peux accéder à des postes pareil que les hommes... Mais, nous, on parlait surtout des crèches, de la vaisselle, des garderies... Tu vois tout ça, ça ne me bottait pas trop<sup>14</sup>. »

Au moment de son engagement syndical, la déléguée de la CGT refuse de participer aux Commissions femmes qui existent au sein de son syndicat, les identifiant comme des « cadres féministes » dans lesquels il est surtout questions des tâches domestiques, ce qui ne l'enthousiasme pas. Par ailleurs, la façon dont elle différencie la revendication de l'égalité salariale et le féminisme montre bien d'une part les enjeux de lutte qui entourent cette revendication à la fois syndicale et féministe, et d'autre part la possibilité de militer pour l'égalité entre hommes et femmes sans se vivre comme féministe. La même attitude de mise à distance de la Commission féminine de son syndicat est observée du côté des militantes CFDT : Myriam Dumas, mécanicienne chez Chantelle de 1970 à 1994, représentante CFDT, déléguée du personnel et au comité d'établissement de 1977 à 1994 critique aussi les structures spécifiques de son organisation :

Myriam Dumas : « Y'avait un groupe de femmes mais euh non, on voulait pas participer parce que c'était que des femmes, elles excluaient pas les hommes mais pas loin et ça nous on n'était pas d'accord avec ça parce que le monde, il se fait pas que avec des femmes, il se fait pas non plus qu'avec des hommes alors tirer à boulet rouge sur les mecs euh... »

À une interrogation sur les désaccords internes à la CFDT, elle répond : « Bien-sûr, y'avait des gauchos, c'était quelque chose quoi. Tu sais, c'était les années après 1968, y'a eu tout ce qu'est évolution de la femme mais ça je le comprenais en même temps, je le comprenais mais nous on n'était pas d'accord, on disait : "Mais non, on ne peut pas les exclure..."<sup>15</sup>. »

Les représentantes syndicales de l'usine Chantelle assimilent le féminisme à la non-mixité et au fait de « tirer à boulet rouge sur les mecs », ce qu'elles récusent, y opposant l'unité d'action entre hommes et femmes. Myriam Dumas admet cependant comprendre les enjeux d'« évolution de la femme » portés par les « gauchistes » au sein de la CFDT. Catherine Conan (établie chez Chantelle), raconte d'ailleurs qu'elle s'était rapprochée des « filles de la CFDT » pendant le peu de temps qu'elle a passé dans l'usine, et que ces dernières avaient essayé de la défendre lors de son licenciement. Les réticences des déléguées CGT aux établies semblaient plus

importantes. La réaction des militantes CGT correspond aux réticences plus visibles et plus assumées de la CGT à l'égard des militant.e.s d'extrême-gauche qui, dans la configuration nantaise, militent à la CFDT mais aussi à la CGT. Cherchant à devenir des militantes « à part entière », les représentantes syndicales de chez Chantelle refusent de se laisser reléguer dans des espaces spécifiques, et adoptent des stratégies de mise en conformité avec les modèles militants valorisés par leurs organisations, modèles dans lesquels le féminisme n'a pas (encore) sa place.

Les ouvrières syndicalistes de Chantelle, mais aussi l'ensemble des ouvrières de l'usine, qui ont pour la plupart grandi dans un milieu ouvrier de la région nantaise, opposent au féminisme précisément leur ancrage dans le monde du syndicat, et plus largement dans le monde ouvrier. Leur « famille de référence » est la famille ouvrière, et, pour certaines, telle ou telle organisation syndicale<sup>16</sup>. Cet ancrage dans le monde ouvrier est particulièrement marqué dans le cas d'une usine qui est si fortement syndicalisée. Si des voix contradictoires se font entendre au sein de l'usine, le succès des grèves et le bon taux de syndicalisation doivent beaucoup à l'ancrage local des ouvrières et à l'influence du monde ouvrier politisé dans lequel elles évoluent depuis l'enfance. L'appartenance au monde ouvrier politisé et fier de lui-même n'est pourtant pas une évidence pour des femmes ouvrières, d'autant plus quand elles y occupent une autre place que celle d'« auxiliaire dans la lutte des classes<sup>17</sup> » à laquelle elles sont assignées. À l'inverse d'ouvriers hommes, elles doivent rappeler constamment leur appartenance à cette famille-là, ce que le rejet du féminisme leur permet précisément de faire. Ainsi, dans une posture performative, les militantes syndicales reprennent le discours des organisations décrivant le féminisme comme « un privilège de classe<sup>18</sup> » pour marquer leur fidélité à l'égard de ces organisations, et à travers celles-ci, à la classe des travailleurs. Puisque le rejet du féminisme est fondé sur des oppositions entre question du travail et question des femmes, préoccupations populaires et préoccupations bourgeoises, il en vient à signifier l'adhésion à la classe. Nier le sexe pour mieux adhérer à la classe, voici schématiquement la posture adoptée par une majorité d'ouvrières, et en particulier celles qui s'engagent syndicalement.

De plus, les organisations syndicales leur procurent des ressources militantes que le mouvement féministe ne peut prétendre leur offrir : ressources organisationnelles, matérielles mais aussi symboliques, cette fierté ouvrière dans laquelle les ouvrières grévistes cherchent à s'inscrire. À l'inverse, elles peuvent plus difficilement correspondre au modèle de féminité valorisé par le mouvement féministe – ce modèle de « femme libérée »

que certaines militantes féministes décrivent comme intransigeant – et à la remise en cause des normes familiales traditionnelles. Elles disposent de moins de ressources sociales que la plupart des militantes féministes, qui sont plutôt issues des classes moyennes et supérieures, et peuvent donc moins qu'elles prendre le risque de remettre en cause leur assise sociale, et leur « respectabilité<sup>19</sup> », fondée sur la famille. Selon des questionnaires remplis par les ouvrières au moment de la fermeture en 1994 concernant leur situation familiale, 77 % des ouvrières sont en couple, dont 73 % mariées, 14 % se déclarent « divorcées », « séparées », « veuves » ou « mère célibataire » et 9 % « célibataires ». Seules ces dernières n'ont pas eu d'enfants, et les autres en ont eu en majorité deux. Le modèle familial traditionnel est donc extrêmement dominant dans le groupe<sup>20</sup>. Moins qu'une stratégie, la mise à distance du féminisme relève d'un *sens pratique* visant à préserver le peu de ressources détenues. Si elles font partie indéniablement d'une génération d'ouvrières plus sensibles aux idées féministes que leurs aînées, elles peuvent plus difficilement s'identifier à une « génération 1968 », de la même manière que les anciennes militantes féministes étudiées par Julie Pagis<sup>21</sup>, car elles n'ont pas ostensiblement remis en cause leurs mœurs et qu'elles se sont associées au destin du monde ouvrier plutôt qu'à celui des femmes.

Pour autant, l'absence d'une mise en cause féministe de leur domination ne peut être prise pour preuve de leur soumission complète aux normes de genre, que ce soit dans la famille, dans l'usine ou dans leur façon de faire du syndicalisme.



- 1 Matonti (F.), Poupeau (F.), 2004, «Le capital militant. Essai de définition», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5 (155), p. 4-11.
- 2 ADLA. 1270 W 115. Ce sont les activités déclarées par les ouvrières au moment de leur embauche.
- 3 Madeleine Guilbert, *Les Fonctions des femmes dans l'industrie*, Paris, La Haye, Mouton & Co, 1966; Margaret Maruani et Chantal Nicole-Drancourt, *Au labeur des dames : métiers masculins, emplois féminins*, Paris, Syros-Alternatives, 1989.
- 4 Quand l'usine ferme en 1994, elle n'emploie plus que 200 personnes.
- 5 Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy et Michelle Zancarini-Fournel, *Les années 1968. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000.
- 6 Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
- 7 Bernard Pudal, *Prendre parti : pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989; Julian Misch, *Servir la classe ouvrière : sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.
- 8 Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68 : essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 12-13.
- 9 Voir notre article commun : «Des ouvrières en lutte dans l'après 1968. Rapports au féminisme et subversions de genre», *Politix*, n°109, 2015.
- 10 Chaperon (S.), «1945-1970. Reprendre l'histoire du féminisme», in Sohn (A.-M.), Thélamon (F.) (dir.), *L'histoire sans les femmes est-elle possible ?*, Paris, Perrin, 1998.
- 11 Entretien avec Armelle Hérault, réalisé par Eve Meuret-Campfort à son domicile le 1<sup>er</sup> avril 2008.
- 12 Entretien avec Madeleine Petit, réalisé par Eve Meuret-Campfort à son domicile le 2 octobre 2012.
- 13 EQUIPE SOMBREIRO NANTES, *L'espace de la cause des femmes dans les années 1970*, op. cit., p. 181. Source : «Deux mois de la vie du groupe FTL de Nantes», *Femmes travailleuses en lutte*, n°9, mai 1976, p. 20-24. Les remarques d'Olivier Schwartz concernant le rapport des femmes de classes populaires du Nord sont éclairantes à cet égard. SCHWARTZ O., *Le monde privé des ouvriers*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 140.
- 14 Entretien avec Annie Guyomarc'h, réalisé par Fanny Gallot au CHT le 17 février 2010.
- 15 Entretien avec Myriam Dumas, réalisé par Fanny Gallot dans un café le 7 janvier 2010.
- 16 Dermenjian (G.), Loiseau (D.), «Itinéraires de femmes communistes», in Fillieule (O.) et Roux (P.) (dir.), op. cit.
- 17 Kergoat (D.), «Individu, groupe, collectif : quelques éléments de réflexion», in Kergoat (D.), *Se battre disent-elles...*, Paris, La dispute, 2012, p. 247.
- 18 Skeggs (B.), 2015, *Des femmes respectables. Classe et genre en milieu populaire*, Marseille, Agone.
- 19 Ibid.
- 20 CHT-CGT Chantelle 6 : questionnaires individuels remplis par les salariées en 1994 concernant leur situation familiale. Ces chiffres sont donc pris à titre indicatifs concernant la période étudiée ici, mais la grande majorité des 172 ouvrières encore présentes en 1994 travaillent chez Chantelle depuis le début des années 1970.
- 21 Pagis (J.), «Repenser la formation de générations politiques sous l'angle du genre. Le cas de Mai-Juin 68», *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 29, 2009.
- 22 Entretien enregistré avec Éliane Evrard réalisé par Véronique Ménard, dans le cadre du documentaire «Rue des filles de chez Chantelle», dans le local syndical de l'usine [s.d. juillet 1994].
- 23 J. W. SCOTT, «L'ouvrière, mot impie, sordide.», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.83, 1990, p. 2-15.
- 24 C. AVRIL, *Les aides à domicile : un autre monde populaire*, Paris, La Dispute, 2014.
- 25 Ibid.
- 26 Entretien avec Annie Guyomarc'h, le 27 novembre 2007, au Centre d'Histoire du Travail de Nantes.